

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
17 décembre 2015

Date d'affichage
24 Décembre 2015

Objet de la délibération
Prescription de la Révision du PLU

Codification
2.2

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 23 Décembre 2015**

L'an deux mille quinze  
et le vingt trois du mois décembre  
à 20 h 30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Pascal BEYNET, Maire

Présents : Chantal DERACHE, Mireille FAYANT,  
Denis GARCIA, Sébastien GIRODONGO, Béatrice LASSAGNE, Aline  
LEMERCIER, Thierry PASCAL-TERRAS, Olivier SCHIRA, Angélique  
SEURAT, Pascal LASSIA, Bernard GERANTON, Alexandre SOULIER, Olivier  
GERANTON.

Absent(s) excusé(s):  
Sophie CHANUDET donne procuration à pascal BEYNET.  
Absent: néant

Secrétaire : Béatrice LASSAGNE

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune de réviser le PLU. Il soumet au Conseil Municipal les principales justifications qui motivent la révision et précise les principaux objectifs qui seront poursuivis : dans un contexte d'attractivité forte de La Bâtie Rolland pour le logement et dans une phase de développement économique, il est nécessaire de réfléchir à un nouveau projet équilibré entre des mesures de développement de l'habitat, de l'activité économique et touristique d'une part et des mesures de protection d'autre part, qu'il s'agisse de la structure des paysages de l'organisation historique du territoire ou de ses composantes agricoles et naturelles. Dans ce cadre, Il apparaît nécessaire de redéfinir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal, de réfléchir sur les orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable.

Il précise en outre :

Que la commune est tenue de « grenelliser » le PLU actuellement en vigueur avant 1er janvier 2017 comme l'imposent les dispositions du V de l'article 19 de la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010.

Que le Programme Local de l'Habitat (PLH) établi à l'échelle de Montélimar agglomération est en cours de révision et la mise en révision du PLU permettra d'assurer d'emblée la compatibilité entre PLU et PLH.

Ainsi, Il s'agit notamment :

- De réaliser un PLU conforme aux dispositions de la loi ALUR, du 24 mars 2014, de la loi LAAAF, de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et de la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 compte-tenu de l'échéance légale fixée au premier janvier 2017 (pour la loi ENE),
- De renforcer les dispositions relatives à la préservation du caractère architectural et urbain du bâti historique et notamment du vieux village,
- De produire une urbanisation réorientée en fonction des potentiels du territoire qui, dans le respect des grandes composantes naturelles et agricoles de la commune privilégie la continuité avec le cœur historique et ses faubourgs plutôt que l'urbanisation diffuse déconnectée fonctionnellement du bourg.
- De définir les modalités d'urbanisation de manière qualitative, notamment dans la composition urbaine des zones A Urbaniser, dans la gestion de co-visibilités au sein des zones bâties, dans les liens entre services et zones d'habitat,

- De favoriser l'évolution du bâti existant, pour une meilleure rentabilisation des espaces déjà partiellement ou totalement artificialisés,
- De diversifier l'offre en logements pour assurer l'équilibre de la pyramide des âges notamment,
- D'assurer la continuité du développement économique en définissant une offre en terrains destinés à l'activité industrielle, commerciale et artisanale adaptés aux besoins,
- De définir les moyens de développer l'hébergement touristique dans un contexte de carence, mesuré à l'échelle intercommunale,
- de protéger les espaces agricoles, lorsqu'ils ne constituent pas des secteurs stratégiques nécessaires à la concrétisation des grands enjeux de satisfaction des besoins en logements ou de développement économique,
- D'identifier et renforcer les continuités écologiques (trame verte et trame bleue) et de renforcer la prise en compte des enjeux liés à la préservation de l'environnement naturel,

Après avoir entendu l'exposé du Maire :

- considérant que la révision du P.L.U. aurait un intérêt important pour une bonne gestion du développement communal et du développement durable, notamment au regard des objectifs poursuivis et des principales motivations exposés par le Maire,
- considérant la nécessité de rendre conforme le PLU avec la loi ENE avant le premier janvier 2017 et considérant l'intérêt d'anticiper la compatibilité du PLU avec le PLH,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL

Par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

#### **DECIDE :**

1. de valider les orientations, motivations et objectifs exposés par Monsieur le Maire,
2. de prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme,
3. de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-6 à L 123-12, R 123-16 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes associées ;
4. de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :
  - parution d'articles dans le bulletin municipal,
  - tenue de réunions publiques aux étapes clé de la révision,
  - mise à disposition du public en mairie, aux heures et jours d'ouverture, d'un dossier présentant l'avancement des études, régulièrement mis à jour, accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de toute personne intéressée,
  - Possibilité d'écrire au maire,
  - information régulière sur le site Internet de la commune,La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.  
Cette concertation se déroulera jusqu'à l'arrêt du projet de révision du PLU à l'issue duquel le conseil municipal en tirera le bilan par la même délibération ;

5. de s'engager à tenir un débat au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables conformément à articles L 123-9 du code de l'urbanisme, deux mois au moins avant l'arrêt du projet PLU ;
6. de demander, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale des territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du PLU et de donner tous les pouvoirs à M. le Maire pour choisir le cabinet d'urbanisme qui en sera chargé ;
7. de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du PLU ;
8. de solliciter de l'Etat, conformément au décret 83-1122 du 22 décembre 1983, qu'une dotation (DGD en Urbanisme) soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et d'études) nécessaires à la révision du PLU ;
9. dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20/202-0121 exercice-2016) en section d'investissement et que les dépenses donneront droit aux attributions du Fonds de compensation pour la TVA.

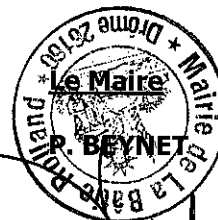
Conformément aux articles L121-4, L122-7, L 123.6, R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au préfet et notifiée :

- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental ;
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale directement intéressés  
*Communauté d'agglomération de Montellimar AGGLO*
- au Président du SCoT,

Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du



*Fayard*  
*J. B.*  
*006*  
*Garant*